



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

17/03/2021

27 mars 2021, Appel à mobilisation pour le logement au niveau européen

Contre le logement cher et la spéculation immobilière, pour l'arrêt des expulsions et le droit au logement pour tous.

La crise du logement est une crise européenne. Même si le logement est une compétence nationale, les politiques d'austérité menées par le capitalisme à l'échelle européenne ont un impact sur le secteur du logement et en particulier du logement social.

Actuellement entre 2,5 millions et 2,8 de ménages (selon une étude de l'Ires) rencontrent des difficultés pour payer leur loyer et 14 % de la population a connu des difficultés de logement depuis le 1er confinement. Le report de la trêve hivernale des expulsions en juin ne réglera rien. **C'est une bombe à retardement**, aucune mesure n'a été prise concrètement pour prévenir ces expulsions avec la mise en place d'un moratoire des loyers revendiqué par certaines associations de défense de locataires (notamment la CNL).

Depuis l'année 2000 la courbe des expulsions n'a cessé de grimper, de l'ordre de plus 170 %. Les expulsions pourraient doubler en 2021 par rapport à 2018 (déjà une année record). Mars 2021 s'annonce encore plus terrible en matière d'expulsions : 20 000 si l'on prend le chiffre de 2019 et sans compter les impayés découlant de la crise socio-sanitaire, auquel s'ajoutent les 15 000 expulsions non réalisées en 2019, **soit un total minimum de 35 000**.

Réforme des aides au logement : un nouveau coup dur pour les allocataires.

Cette réforme prévoit de prendre en compte les ressources des locataires sur les 12 derniers mois au lieu de l'année N-2 pour le calcul de leurs aides au logement avec une réactualisation trimestrielle. Certes, une partie des bénéficiaires actuels vont voir leurs prestations augmentées en raison des pertes d'emplois ou périodes de chômage partiel. A terme il n'en reste pas moins que le gouvernement prévoit **une économie budgétaire comprise entre 700 millions et 1,3 milliard d'euros**.

Après la baisse des 5 € d'APL décidée en 2017, l'offensive s'est poursuivie pour faire payer les plus précaires comme les étudiants, les jeunes actifs et les contrats de professionnalisation qui sont les plus impactés par ces décisions gouvernementales.

Un logement stable, décent, bon marché dans les villes comme dans les campagnes est un besoin et un droit fondamental.

Actuellement 53 % des communes ne respectent pas leurs obligations en matière de logement social. En application des directives gouvernementales les « *bailleurs sociaux* » sont obligés de fusionner pour atteindre le minimum de 12 000 logements à gérer. Ces fusions, suite à la baisse des subventions gouvernementales pour la construction de logements sociaux engendrent une gestion qui est détournée des principes fondamentaux qui devraient être pratiqués : un logement abordable, stable, décent durable et écologique pour tous. On constate une gestion (capitaliste) de ventes de logements sociaux alors que les listes d'attente d'attribution augmentent sans cesse.

Notre parti révolutionnaire Communistes appelle et participe à la mobilisation du « 27 mars pour le logement » au niveau national et européen. Il est fondamental que chacun puisse se loger décemment, avec une baisse des loyers, une production massive de logements sociaux, le rétablissement intégral des APL et l'arrêt de la marchandisation du logement social !